

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 FÉVRIER 1912.

**Proposition de loi concernant le travail de nuit et le repos dominical
du personnel des boulangeries et pâtisseries.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

De nombreux syndicats d'ouvriers boulangers s'adressaient à la Chambre, dès le mois de septembre 1909, demandant le vote d'une loi qui prescrirait l'interdiction du travail de nuit et le repos du dimanche.

Les sections centrales successivement chargées de l'examen du budget du ministère de l'industrie et du travail en 1909, en 1910, en 1911 et en 1912 se sont, à leur tour, occupées de cette question. Une enquête a été décidée par la Chambre, d'accord avec M. le ministre de l'industrie et du travail, en 1910, aux fins d'étudier les dommages que présente pour les ouvriers l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie et les moyens de parer aux abus qui seraient révélés. Confiée au service central de l'inspection du travail, elle a été commencée le 7 juillet 1910 et n'était pas achevée au moment du dépôt du rapport de la section centrale sur le budget de l'industrie et du travail pour 1912.

Toutefois, elle sera terminée prochainement et sa publication apportera aux membres de la Chambre des faits, des constatations et des chiffres qui leur permettront de discuter en pleine connaissance de cause la proposition de loi que nous avons l'honneur de leur soumettre.

En attendant que cette utile contribution soit fournie, les intéressés ont exposé eux-mêmes les graves défauts du régime actuel avec tant de force qu'il nous a semblé opportun de ne pas retarder davantage le dépôt d'une proposition de loi susceptible, si la Chambre le veut, d'être votée sans grands délais.

Nous empruntons aux exposés des griefs de la boulangerie quelques considérations qui justifient nos propositions.

Le travail de nuit n'a été introduit en Belgique que vers 1875, lorsque la machine et les fours mécaniques ont donné à la boulangerie le caractère industriel qu'elle n'avait pas précédemment. L'aiguillon de la concurrence aidant, le travail de nuit est intervenu et a permis de doubler la production sans doubler les installations. Telle est l'unique raison d'être du travail de nuit qui s'est étendu rapidement à tous les ateliers. L'usage, non réglementé, de la machine a été la cause du mal.

Le travail de nuit et le travail du dimanche ne sont, en effet, pas nécessaires pour procurer aux consommateurs, dans les meilleures conditions, les produits de la boulangerie. Les ouvriers le proclament et les patrons représentés par leur chambre syndicale le reconnaissent, de leur côté, dans les termes suivants :

« ... La chambre syndicale de la boulangerie m'a chargé de vous informer qu'elle admet en principe les *desiderata* des ouvriers boulangers visant à voir interdire par une loi le travail de nuit et du dimanche dans les boulangeries. »

Certes l'interdiction du travail de nuit et du dimanche aura pour conséquence, soit de diminuer la production, soit d'obliger les patrons à augmenter leur matériel de fabrication.

Aussi ne peut-on poursuivre semblable interdiction que si le régime actuel du travail est nuisible à la santé des ouvriers boulangers et à la condition que le régime nouveau soit applicable à tous les établissements. Voilà pourquoi l'intervention législative est nécessaire.

Telle est bien la situation.

Le travail de nuit, fréquemment répété, effectué dans une atmosphère humide et chaude, est désastreux pour la santé.

En 1896, le docteur Roux, directeur de l'institut Pasteur, déclarait publiquement qu'il était urgent de prendre des mesures pour sauvegarder la santé des ouvriers boulangers.

Plus récemment, au cours du dernier congrès sur la tuberculose, le docteur Barol affirmait que sur les 400,000 ouvriers boulangers que compte la France, 280,000 sont atteints de tuberculose et que les 120,000 autres peuvent être considérés comme des candidats à cette terrible maladie.

Il paraît certain que, pour la Belgique comme pour la France, une statistique analogue peut être dressée.

Il ne faut donc pas hésiter.

D'autres pays nous ont devancés, tels la Finlande, l'Italie, la Norvège, le canton du Tessin, en Suisse. En Autriche, en Hollande, en France des projets de loi sont déposés.

Dans ce dernier pays, le cardinal-archevêque de Paris, M^{gr} Amette, a publié un éloquent appel à ses diocésains en faveur du repos dominical et contre le travail de nuit des boulangers.

« Quand vient le soir, écrit l'archevêque de Paris, alors que le commun des travailleurs se délassent en famille du labeur de la journée et se pré-

parent à goûter le repos de la nuit, l'ouvrier boulanger quitte son humble logis pour entrer au fournil. Il descend dans une sorte de cave étroite et obscure, où l'air est rare et imprégné de chaude humidité, où l'atmosphère est suffocante et souvent chargée de poussières malsaines. Là, au prix de rudes efforts qui couvrent son corps de sueur, il pétrit la pâte et la met au four.

» Cela dure toute la nuit, et, lorsque le jour se lève, le malheureux rentre, lassé, sous son toit pour s'y plonger dans un lourd sommeil. Il en va ainsi tous les jours et toutes les nuits. Pour la plupart des ouvriers boulangers, il n'existe pas de repos hebdomadaire régulier, mais parfois seulement quelques jours de relâche. A ce régime les forces s'épuisent, la santé s'altère, la vie s'use promptement. Un grand nombre de ces hommes sont atteints de bonne heure par la tuberculose et doivent cependant continuer leur métier, au risque de contaminer le pain qu'ils fabriquent. »

Et l'archevêque conclut à l'intervention de la loi.

Telle est également notre conclusion.

Nous proposons de n'interdire le travail que pendant les huit heures de nuit qui sont comprises entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Dans ces conditions modérées, la boulangerie et la pâtisserie pourront aisément faire face aux besoins de la consommation.

Nous proposons également de faire bénéficier les ouvriers boulangers et pâtisseries du repos du dimanche. Si, de ce chef, un léger sacrifice était demandé aux consommateurs, nous pensons que la grandeur du but à atteindre suffirait à le faire accepter aisément. Au surplus, s'il était démontré que certaines atténuations doivent être apportées à la règle en vue des produits de la pâtisserie à fournir le dimanche, nous nous rallierions éventuellement à un amendement qui autoriserait les patrons à prolonger le travail, le samedi, jusqu'à minuit.

Nous ne comprenons pas, dans notre proposition de loi, les ouvriers qui travaillent seuls ou avec le concours de membres de leur famille demeurant chez eux. Le foyer familial est demeuré jusqu'ici en dehors des mesures de protection légale et, par voie de conséquence, des mesures de contrôle et de surveillance. Il importe, à notre avis, de ne pas porter atteinte à cette situation. L'avantage qui pourrait en résulter, au point de vue de la concurrence, pour les ouvriers isolés ou travaillant en famille, est si mince qu'il ne vaut pas que l'on s'y arrête.

Nous espérons que la Chambre réservera bon accueil à notre proposition.

VERHAEGEN.

WAUWERMANS.

Proposition de loi concernant le travail de nuit et le repos dominical du personnel des boulangeries et pâtisseries.

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit d'employer au travail dans les boulangeries et pâtisseries : 1° plus de six jours par semaine ; 2° durant les heures comprises entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, des personnes autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui.

Le jour du repos hebdomadaire est le dimanche.

ART. 2.

Les articles 13 à 20 de la loi du 17 juillet 1905 sont applicables à la recherche, l'instruction et la répression des infractions à la disposition qui précède.

ART. 3.

La présente loi entrera en vigueur six mois après sa publication.

Wetsvoorstel betreffende den nachtarbeid en de Zondagsrust van het personeel der brood- en pasteibakkerijen.

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden bij den arbeid in de brood- en pasteibakkerijen : 1° meer dan zes dagen per week ; 2° gedurende de uren begrepen tusschen 9 uur 's avonds en 5 uur 's morgens, andere personen te bezigen dan de leden der familie van het hoofd der onderneming, bij dezen inwonende.

De wekelijksche rustdag is de Zondag.

ART. 2.

De artikelen 13 tot 20 der wet van 17 Juli 1905 zijn van toepassing op het opsporen, onderzoeken en betuigen van de overtredingen der vorige bepaling.

ART. 3.

Deze wet treedt in werking zes maanden na hare bekendmaking.

A. VERHAEGEN.

A. HENDERICKX.

A. HUYSHAUWER.

WUWERMANS.

G. HELLEPUTTE.

Ch' DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 FEBRUARI 1912.

Wetsvoorstel betreffende den nachtarbeid en de Zondagsrust van het personeel der brood- en pasteibakkerijen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Reeds in de maand September 1909 richtten zich tal van syndicaten van bakkersgasten tot de Kamer om te vragen dat een wet zou worden aangenomen, waarbij de nachtarbeid zou worden verboden en de Zondagsrust gehuldigd.

De Middenafdeelingen, welke achtereenvolgens werden belast met het onderzoek der Begrooting van Nijverheid en Arbeid in 1909, 1910, 1911 en 1912, hielden zich op hare beurt met het vraagstuk bezig. In 1910 werd, in overleg met den Minister van Nijverheid en Arbeid, door de Kamer beslist dat een onderzoek zou worden ingesteld naar het nadeel, voor de werklieden voortspruitende uit het bakkers- en pasteibakkersbedrijf, en naar de middelen om de gebleken misbruiken te weren. Dit onderzoek werd toevertrouwd aan den hoofddienst van het arbeidstoezicht en nam een aanvang op 7 Juli 1910; het was nog niet voleindigd bij het indienen van het verslag der Middenafdeeling over de Begrooting van Nijverheid en Arbeid voor 1912.

Dit onderzoek zal echter eerlang zijn afgelopen en door dezes bekendmaking zullen de Kamerleden kennis krijgen van de feiten, bevindingen en cijfers waardoor zij het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben hun te onderwerpen, met volle kennis van zaken zullen kunnen behandelen.

In afwachting dat deze nuttige bijdrage worde verstrekt, hebben de belanghebbenden zelf de erge gebreken van de huidige regeling met zooveel kracht blootgelegd dat het ons geraden toescheen, onverwijld een wetsvoorstel in te dienen, hetwelk, zoo de Kamer wil, zonder groote vertraging kan worden aangenomen.

Aan de opgave der grieven, uitgaande van de bakkerij, ontleenen wij enkele beschouwingen om ons voorstel te rechtvaardigen.

Slechts omtrent 1875 kwam de nachtarbeid in België tot stand, toen de machines en de mechanische ovens van de bakkerij maakten het nijverheidsbedrijf, dat zij vroeger niet was. Onder den spoorslag der concurrentie werd de nachtarbeid ingevoerd en zóó werd het mogelijk, de voortbrenging te verdubbelen zonder de inrichtingen te verdubbelen. Dat is de eenige reden van bestaan van den nachtarbeid, welke op snelle wijze in al de werkplaatsen werd ingevoerd. In het niet geregeld gebruik van de machines ligt de oorzaak van het kwaad.

Immers, nacht- en Zondagswerk zijn niet noodzakelijk om aan de verbruikers de voortbrengselen der bakkerij onder de beste voorwaarden te leveren. De bakkersgasten beweren het en, bij monde van de Syndicale Kamer, bekenen de patroons het op hunne beurt in de volgende bewoordingen :

« ... De Syndicale Kamer der bakkerij gelast mij u ter kennis te brengen, dat zij in beginsel toetreedt tot de wenschen van de bakkersgasten, strekkende tot afschaffing van het nacht- en Zondagswerk door middel van eene wet. »

Ongetwijfeld zal het verbod van nacht- en Zondagswerk voor gevolg hebben, ofwel de voortbrenging te verminderen ofwel de patroons te verplichten hun fabricatie-materieel uit te breiden.

Ook mag soortgelijk verbod niet worden nagestreefd, tenzij de huidige arbeidsregeling nadeelig is voor de gezondheid der bakkersgasten en mits de nieuwe regeling van toepassing is op al de inrichtingen. Daarom is het optreden van den wetgever noodzakelijk.

Dat is inderdaad de toestand.

Herhaald nachtwerk, uitgevoerd in een vochtig en heet midden, werkt nadeelig op de gezondheid.

In 1896 verklaarde Dr Roux, bestuurder van het Instituut Pasteur, in het openbaar dat er spoedvereischende maatregelen dienden te worden genomen tot bescherming van de gezondheid der bakkersgasten.

In den jongsten tijd beweerde Dr Barol, op het jongste Tuberculosecongres, dat, in Frankrijk, 280,000 van de 400,000 bakkersgasten zijn aangetast door tuberculose en dat de overige 120,000 mogen worden beschouwd als voorbeschikt voor deze vreeselijke ziekte.

Naar het schijnt, kan, voor België evenals voor Frankrijk, soortgelijke statistiek worden opgemaakt.

Er valt dus niet te aarzelen.

Andere landen zijn ons voorgegaan, met name Finland, Italië, Noorwegen, het kanton van Ticino in Zwitserland. In Oostenrijk, in Nederland, in Frankrijk zijn wetsvoorstellen ingediend.

In dit laatste land richtte de kardinaal-aartsbisschop van Parijs, M^{gr} Amette, tot zijne diocesanen een veelbeteekenenden oproep ten bate van de Zondagsrust en tegen den nachtarbeid in de bakkerijen.

« Als de avond valt, zóó schrijft de Aartsbisschop van Parijs, wanneer meestal de werklieden in den huiselijken kring zich ontspannen van de harde

dagtaak en zich voorbereiden tot het genieten van de nachtrust, verlaat de bakkersgast zijne nederige woonst voor de bakkerij. Hij daalt in een soort engen, donkeren kelder, waar er weinig lucht is; deze is er warm vochtig en niet zelden bezwaard met ongezond, stikkend stof. Daar kneedt hij het deeg tot brood en plaatst het in den oven; daartoe levert hij een zwaren arbeid welke zijn lichaam met zweet bedekt.

» Dat duurt den ganschen nacht door en, wanneer de dag opkomt, keert de ongelukkige afgemat naar huis om er zich in een zwaren slaap te dompelen. Zóó gaat het dag in, dag uit. Meestal de bakkersgasten hebben geene regelmatige Zondagsrust; soms beschikken zij slechts over enkele vrije dagen. Door soortgelijk leven worden de krachten uitgeput, wordt de gezondheid gekrenkt en het leven snel versleten. Tal van deze mannen zijn vroegtijdig door tuberculose aangetast en moeten niettemin hun bedrijf voortzetten op het gevaar af van het brood, dat zij maken, te besmetten. »

En de aartsbisschop besluit tot ingrijping door de wet.

Dat is ook ons besluit.

Wij stellen voor, den arbeid slechts te verbieden gedurende de acht nachturen begrepen tusschen 9 uur 's avonds en 5 uur 's morgens.

Onder deze omstandigheden zullen de brood- en pasteibakkerijen gemakkelijk kunnen voorzien in de verbruiksbehoeften.

Wij stellen insgelijks voor, de Zondagsrust te verleen en aan de brood- en pasteibakkersgasten. Werd uit dien hoofde eene lichte opoffering vanwege de verbruikers gevraagd, dan meenen wij dat men, ter wille van het te bereiken verheven doel, zonder bezwaar in die opoffering zou toestemmen. Overigens, moest het daarenboven bewezen zijn dat, met het oog op het des Zondags te leveren pasteigebak, de wet eenigszins zou moeten verzacht worden, dan treden wij toe, bij voorkomend geval, tot een amendement waarbij den patroons wordt toegelaten, des Zaterdags het werk tot middernacht voort te zetten.

Ons wetsvoorstel strekt zich niet uit tot de bakkers die werken hetzij alléén, hetzij met de bij hen inwonende gezinsleden. Tot nu toe waren de maatregelen van wettelijke bescherming en, als gevolg daarvan, de maatregelen van contrôle en van toezicht niet van toepassing op den huiselijken kring. Wij zijn van oordeel dat deze toestand niet dient te worden gewijzigd. Het voordeel dat, met het oog op de concurrentie, daaruit zou kunnen voortspruiten voor de bakkers die alléén of met gezinsleden werken, is zoo gering dat het de moeite niet waard is, het in aanmerking te nemen.

Wij hopen dat de Kamer ons voorstel gunstig zal onthalen.

VERHAEGEN.

WAUWERMANS.

Proposition de loi concernant le travail de nuit et le repos dominical du personnel des boulangeries et pâtisseries.

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit d'employer au travail dans les boulangeries et pâtisseries : 1^o plus de six jours par semaine ; 2^o durant les heures comprises entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, des personnes autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui.

Le jour du repos hebdomadaire est le dimanche.

ART. 2.

Les articles 13 à 20 de la loi du 17 juillet 1905 sont applicables à la recherche, l'instruction et la répression des infractions à la disposition qui précède.

ART. 3.

La présente loi entrera en vigueur six mois après sa publication.

Wetsvoorstel betreffende den nachtarbeid en de Zondagsrust van het personeel der brood- en pasteibakkerijen.

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden bij den arbeid in de brood- en pasteibakkerijen : 1^o meer dan zes dagen per week ; 2^o gedurende de uren begrepen tusschen 9 uur 's avonds en 5 uur 's morgens, andere personen te bezigen dan de leden der familie van het hoofd der onderneming, bij dezen inwonende.

De wekelijksche rustdag is de Zondag.

ART. 2.

De artikelen 13 tot 20 der wet van 17 Juli 1905 zijn van toepassing op het opsporen, onderzoeken en beteugelen van de overtredingen der vorige bepaling.

ART. 3.

Deze wet treedt in werking zes maanden na hare bekendmaking.

A. VERHAEGEN.

A. HENDERICKX.

A. HUYSHAUWER.

WAUVERMANS.

G. HELLEPUTTE.

CH' DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.